



Zones de protection des eaux souterraines destinées à la consommation humaine

Réunion d'information du public
Oetrange
04.07.2017



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Développement durable
et des Infrastructures

Département de l'environnement

Zones de protection des eaux souterraines destinées à la consommation humaine



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Mot de Bienvenue

M. Fernand Schiltz, Bourgmestre de Contern

Introduction du sujet de la soirée

Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement

Présentation du projet des zones de protection des captages d'eau

M. Tom Schaul, Administration de la gestion de l'eau

Perspectives sur la mise en place de catalogues de mesures en ZPS

Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement

Discussion



Zones de protection des eaux souterraines destinées à la consommation humaine

Introduction

Carole Dieschbourg
Ministre de l'Environnement

Réunion d'information du public
Oetrange
04.07.2017



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Développement durable
et des Infrastructures

Département de l'environnement

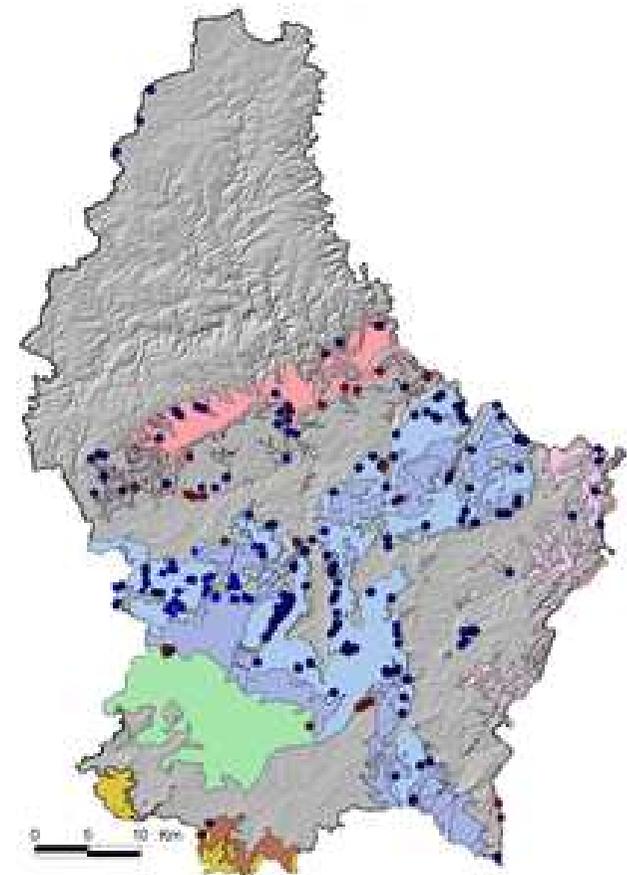
La situation de l'eau potable et de l'eau souterraine



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

- Consommation moyenne : 120.000 m³/Jour

 - 2 types de ressources :
 - +/- 50% : Eau souterraine
 - +/- 50% : Lac de la Haute-Sûre (SEBES*)
- *en cas de forte demande la part du SEBES peut atteindre > 65%

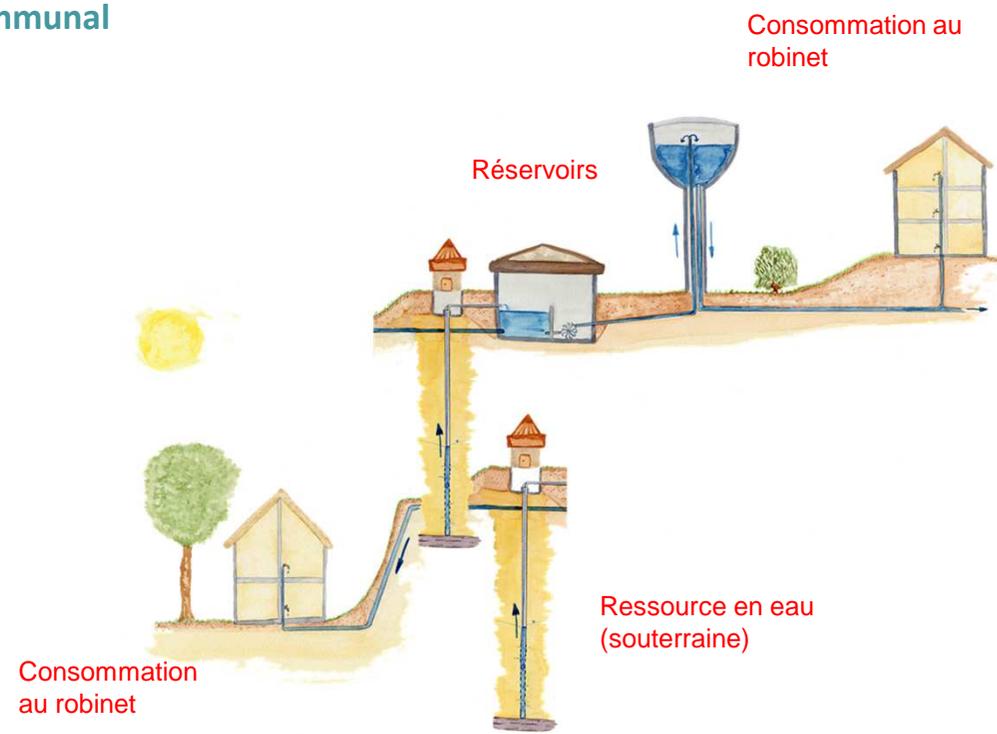
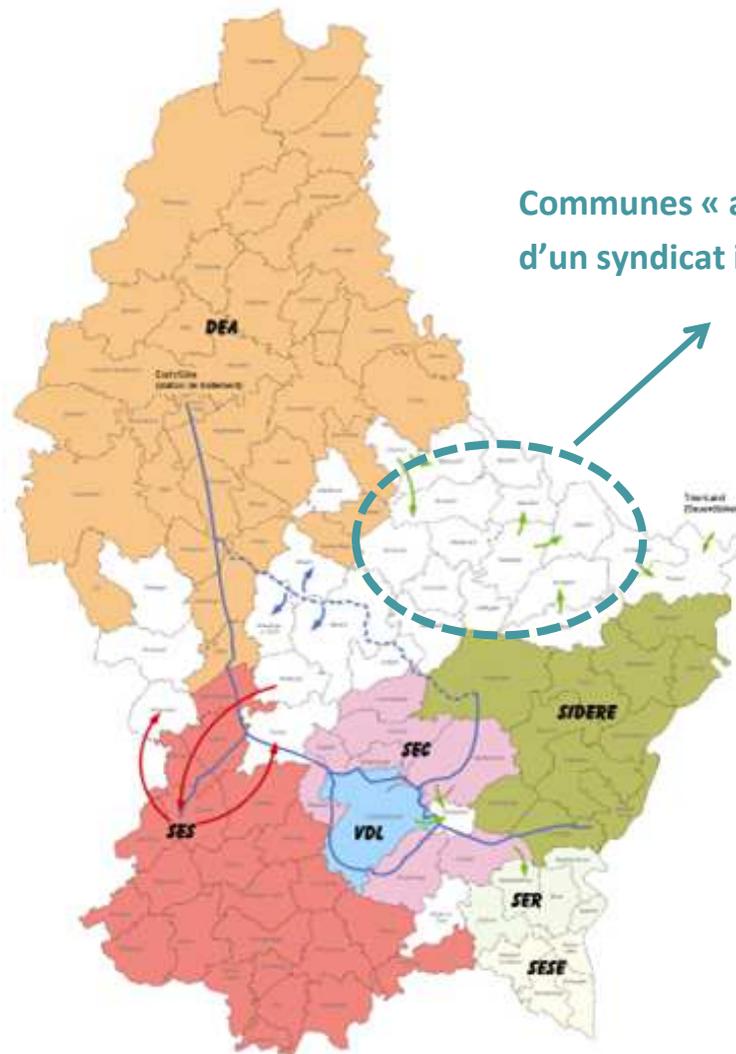


La situation de l'eau potable et de l'eau souterraine



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

- La distribution de l'eau potable relève de la responsabilité des communes et des syndicats communaux (p.ex. distribution d'eau en quantité et en qualité suffisante)





1) Les ressources en eau (potable) sont limitées

- ✧ - 50% précipitations pendant l'hiver 2016-2017 ;
- ✧ Températures exceptionnellement élevées depuis avril 2017;
- ➔ Phase vigilance actuellement en cours pour éviter un gaspillage de l'eau potable ;
- ➔ Protection des organismes aquatiques en mettant en suspens les **prélèvements** dans les **cours d'eau** ;

2) Les ressources en eau (potable) sont sensibles:

- ✧ Dégradation de la qualité de l'eau (nitrates, produits phytopharmaceutiques + métabolites)
- ➔ Mise hors service de captages (1)
- ➔ Traitement curatif de l'eau avant sa distribution (2)
- ➔ (1) +(2) Equivalent: sécurité approvisionnement de +/- 50.000 personnes

Sources Millbech/Stuwwelsboesch + forages Scheidhof/SEBES:

Cumul de 20.000m³/jour non utilisable sans traitement/dérogation

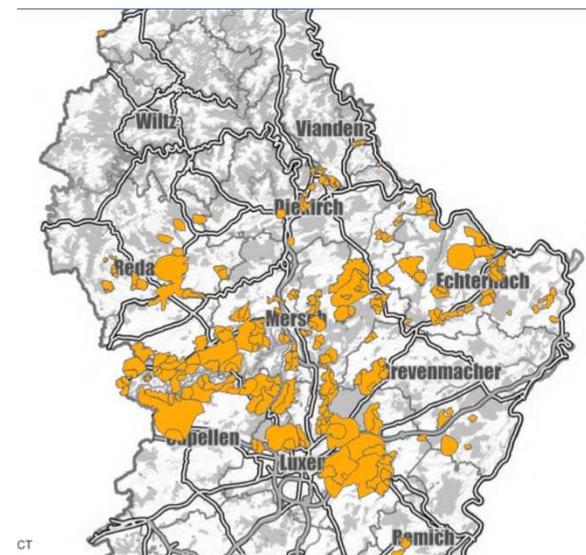
Les zones de protection autour d'un captage d'eau potable



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Objectifs des zones de protection :

- Sécurisation à long terme de l'approvisionnement en eau potable
- Réduction du degré de traitement de purification nécessaire à la production d'eau potable
- Eviter un traitement onéreux de l'eau
- Protection de la qualité de l'eau de surface
- Obligation légale aux niveaux européen et national



+/-10% territoire national





Les démarches prioritaires du Gouvernement:

➤ **Créer un cadre législatif:**

- 5 règlements grand-ducaux (RGD) en vigueur;
- Enquête publique finalisée pour 7 projets RGD;
- Conseil de gouvernement a approuvé 13 avant-projets RGD le 21 juin 2017;
- 50% des études délimitation finalisées;

➤ **Interdiction d'utilisation de métolachlore-ESA et métazachlore-ESA en 2015**

(substances les plus fréquemment présentes dans l'eau potable)

➤ **Favoriser une démarche pro-active de l'occupation du sol dans les zones de protection**

- **Mesures volontaires éligibles à un co-financement** de l'Etat;
- **Modification de la loi sur l'eau** pour permettre notamment un subventionnement du secteur agricole par le Fonds pour la gestion de l'eau;
- **Projet-pilote** pour la mise en place d'une **coopération agricole** (LAKU, lac de la Haut Sûre).



Zones de protection des eaux souterraines destinées à la consommation humaine

Captages

AC Contern, AC Schuttrange,
AC Weiler-la-Tour, AC Hesperange,
Ville de Luxembourg, SEBES

Tom Schaul

Magali Bernard

Administration de la Gestion de l'eau

Réunion d'information du public

Oetrange

04.07.2017



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Développement durable
et des Infrastructures

Département de l'environnement

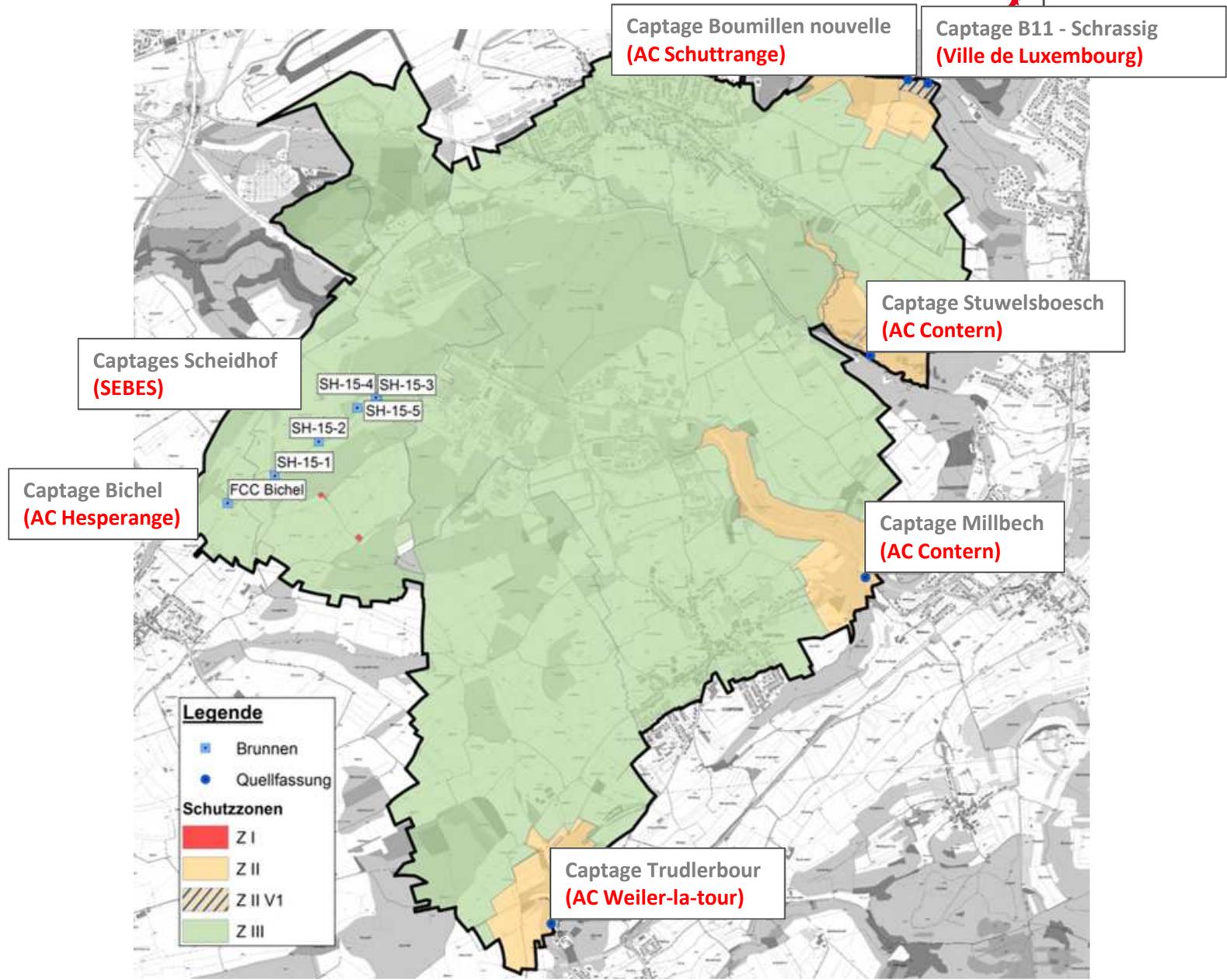
Sommaire



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

1. Les ressources en eau souterraine
2. La qualité de l'eau potable
3. Les zones de protection
4. Les mesures de protection

1. Les ressources en eau souterraine



1. Les ressources en eau souterraine



Photos de la chambre de captage de Millbech

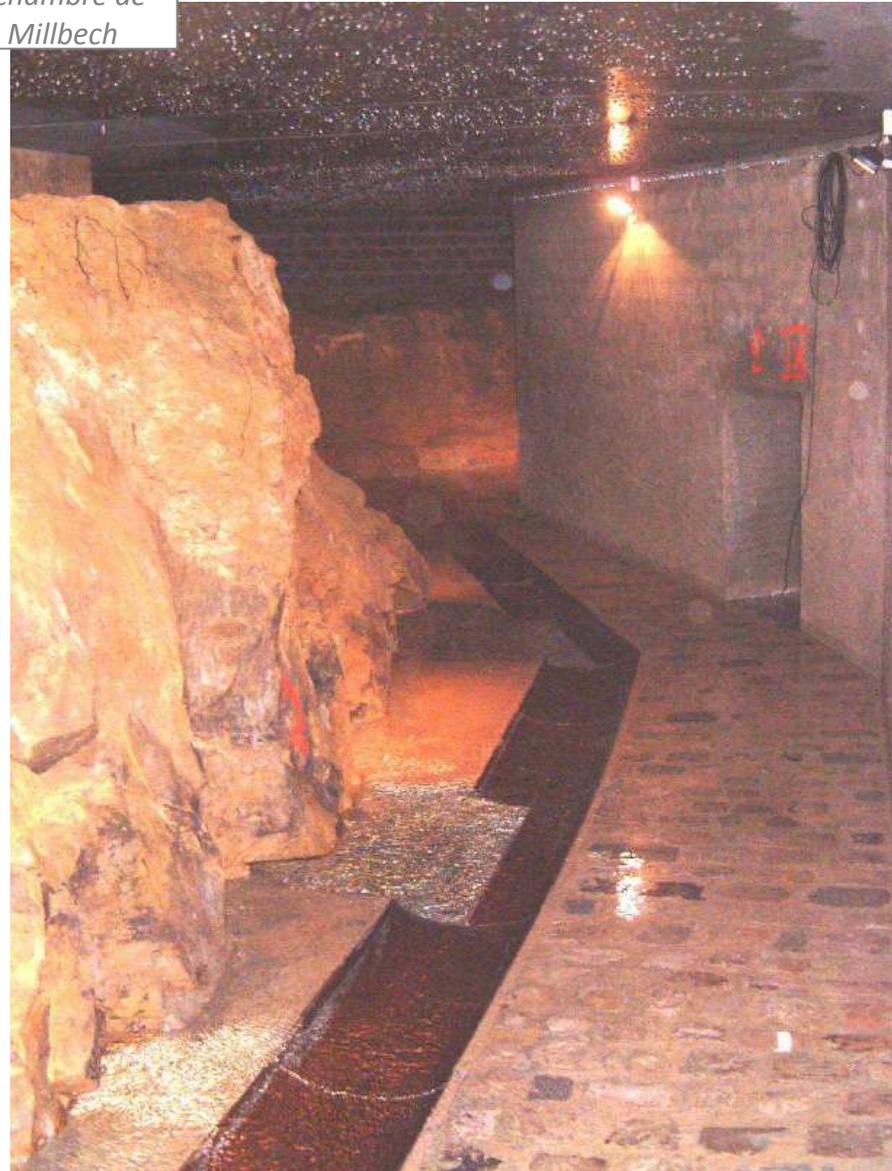
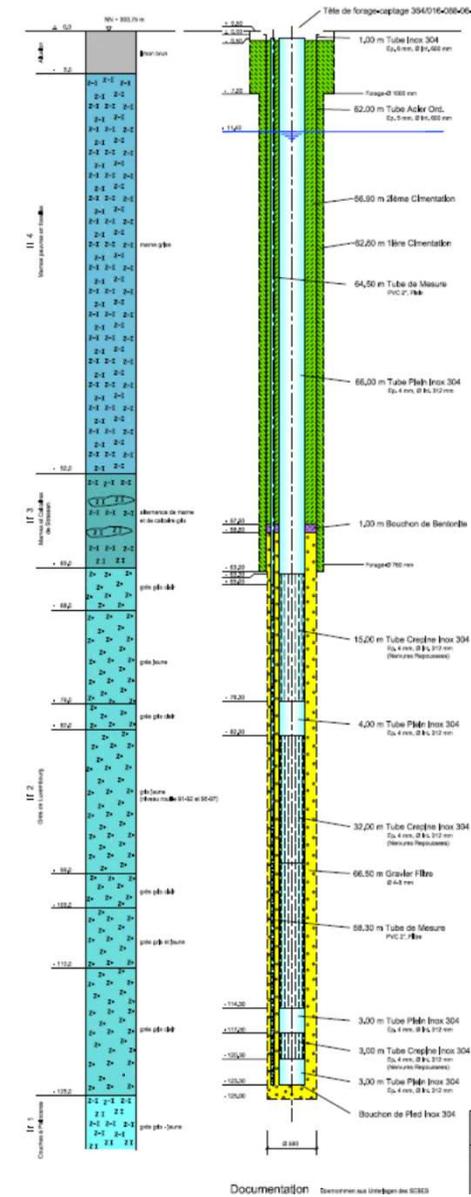


Photo du puits Trudlerbour

1. Les ressources en eau souterraine



1. Les ressources en eau souterraine



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG



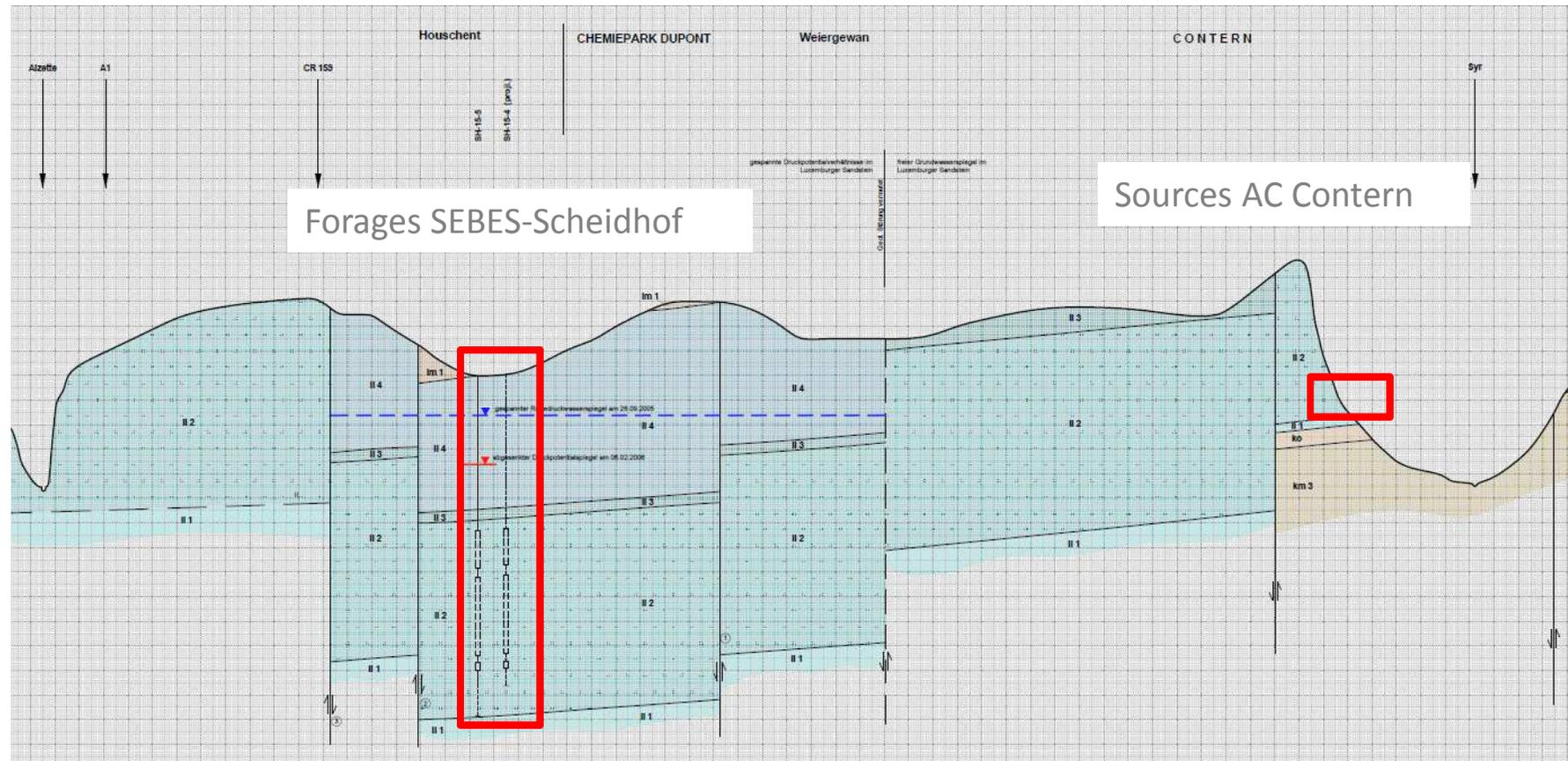
 Aquifère du Grès de Luxembourg

- Captages d'eau potable concernés par le présent projet

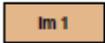
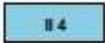
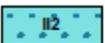
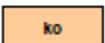
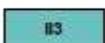
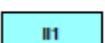
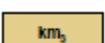
1. Les ressources en eau souterraine



Coupe géologique



Legende

 Im 1	Davoeikalk	 II 4	Raricostatus-Schichten, Duddressier-Schichten, Fossilarme Tone	 II 2	Luxemburger Sandstein	 ko	Rote Tone
		 II 3	Breviszone, Bucklandzone	 II 1	Pylonoten-Schichten	 km ₃	Steinmergelkeuper

2. La qualité de l'eau (ressource d'eau)



Captages	Résumé de la qualité de l'eau de la ressource (substances polluantes)
B11 – Schrassig (Ville de Luxembourg)	<ul style="list-style-type: none">• Non-conformité de la qualité microbiologique ;• Teneurs moyennes en nitrates de 38 mg/l \geq 75% de la limite de potabilité de 50 mg/l (concentration max. de 40 mg/l) ;• Teneurs en métolachlore-ESA et en métazachlore-ESA (métabolites d'herbicides utilisés resp. dans les cultures de maïs et de colza) \geq 75% de la limite de potabilité (0,1 μg/l) ;
Boumillen nouvelle (AC Schuttrange)	<ul style="list-style-type: none">• Non-conformité de la qualité microbiologique ;• Teneurs moyennes en nitrates de 48 mg/l, \geq 75% de la limite de potabilité (concentration max. de 51 mg/l en 2004 et 2008) ;• Teneurs en métazachlore-ESA et en métolachlore-ESA \geq limite de potabilité (concentration max. de 0,39 μg/l en métolachlore-ESA en 2014) ;

2. La qualité de l'eau (ressource d'eau)



Captages	Résumé de la qualité de l'eau de la ressource (substances polluantes)
Stuwwelsboesch (AC Contern)	<ul style="list-style-type: none">• Non-conformité de la qualité microbiologique ;• Teneurs moyennes en nitrates de 62,4 mg/l \geq limite de potabilité depuis 2010 (concentration max. de 71,5 mg/l dans la venue d'eau de droite en 2012) ;• Teneurs en Métazachlore-ESA \geq limite de potabilité ;• Teneurs en Métolachlore-ESA \geq 75% de la limite de potabilité ;

2. La qualité de l'eau (ressource d'eau)



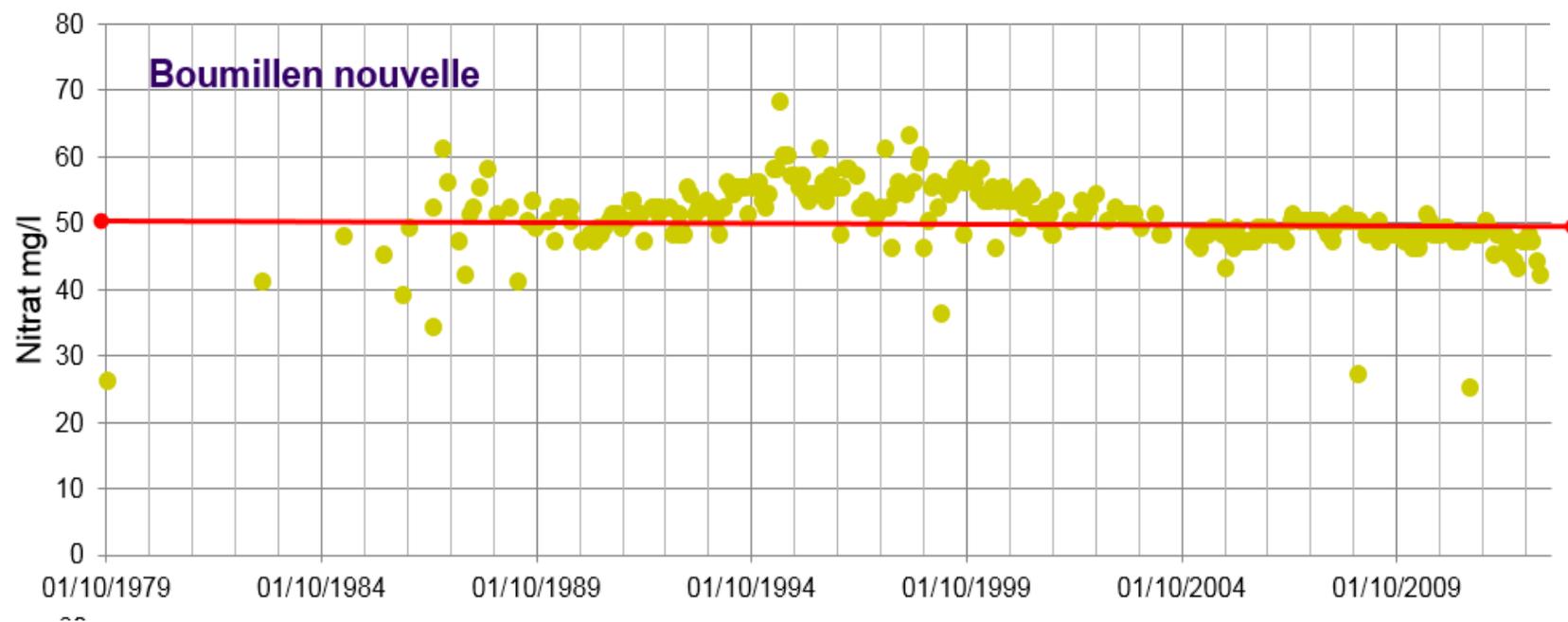
Captages	Résumé de la qualité de l'eau de la ressource (substances polluantes)
Trudlerbour (AC Weiler-la-tour)	<ul style="list-style-type: none">• Non-conformité de la qualité microbiologique ;• Teneurs moyennes en nitrates de 39,6mg/l, \geq 75% de la limite de potabilité (concentration max. de 50 mg/l en 2002) ;• Teneurs en Métazachlore-ESA \geq limite de potabilité ;
Millbech (AC Contern)	<ul style="list-style-type: none">• Non-conformité de la qualité microbiologique ;• Teneurs moyennes en nitrates de 42,7 mg/l, \geq 75% de la limite de potabilité (concentration max. de 64,2 mg/l dans la venue d'eau 8 en 2012) ;• Teneurs en Métazachlore-ESA \geq limite de potabilité ;

2. La qualité de l'eau (ressource d'eau)



Captages	Résumé de la qualité de l'eau de la ressource (substances polluantes)
Scheidhof (SEBES)	<ul style="list-style-type: none">• Teneurs en nitrates ≤ 18 mg/l pour chaque forage mais avec une tendance à la hausse ;• Teneurs en Métazachlore-ESA \geq limite de potabilité sauf pour SH-15-3 (concentration max. de 0,319 μg/l en 2016 dans l'eau de mélange) ;• Détection de Métazachlore-OXA sauf pour SH-15-3 ;
Bichel (AC Hesperange)	<ul style="list-style-type: none">• Teneurs moyennes en nitrates de 0,1 mg/l ;• Détection du Métazachlore-ESA ;

2. La qualité de l'eau (ressource d'eau)



3. Les zones de protection



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Etape 1: Etablissement d'un **dossier de délimitation** comprenant une étude hydrogéologique (approche unique selon Guide Pratique)

Etape 2: Création d'un avant-projet de RGD + soumission pour approbation au Conseil de gouvernement

Etape 3: Projet de RGD soumis pour avis au Conseil d'Etat et aux chambres professionnelles + **enquête publique**

Etape 4: Création des zones par **Règlement grand-ducal**

Etape 5: Elaboration et mise en œuvre des **programmes de mesures**

3. Les zones de protection



DÉLIMITATION DES ZONES DE PROTECTION

« Trinkwasserschutzgebiete: So groß wie notwendig, so klein wie möglich »

■ CAPTAGE DE SOURCE

—— ZONE I - ZONE DE PROTECTION IMMÉDIATE

//// ZONE II-V1 - ZONE DE PROTECTION RAPPROCHÉE AVEC VULNÉRABILITÉ ÉLEVÉE

..... ZONE II : ZONE DE PROTECTION RAPPROCHÉE

----- ZONE III : ZONE DE PROTECTION ÉLOIGNÉE

3. Les zones de protection

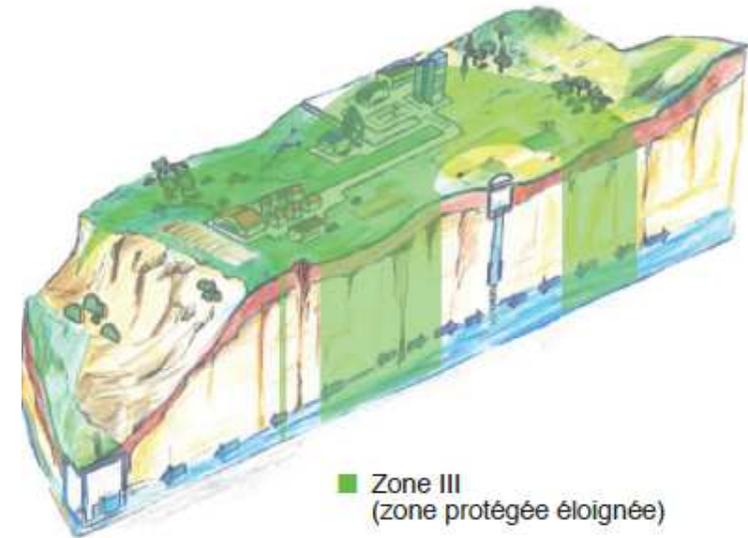


LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Zone III : (ensemble de la zone d'alimentation)

- Régime d'autorisation ;
- Interdiction de raffineries, industrie chimique, extraction de matériel, infiltrations ;
- Interdiction et restriction d'utilisation de pesticides ;
- Restriction d'utilisation d'engrais minéraux et organiques ;

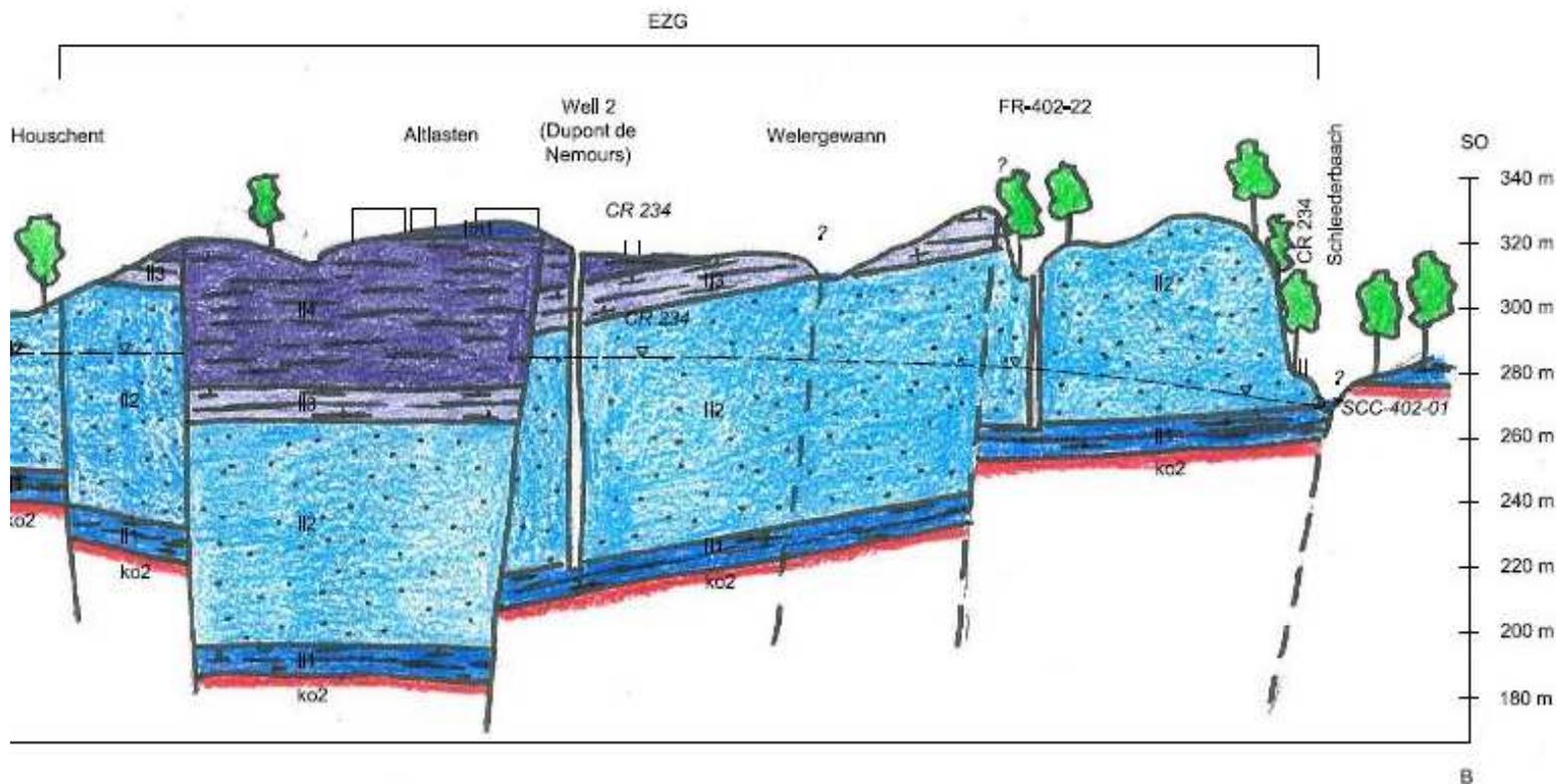
→ **Mesures plus strictes** si dégradation de la qualité de l'eau



3. Les zones de protection



Zone III : (ensemble de la zone d'alimentation)



Legende:

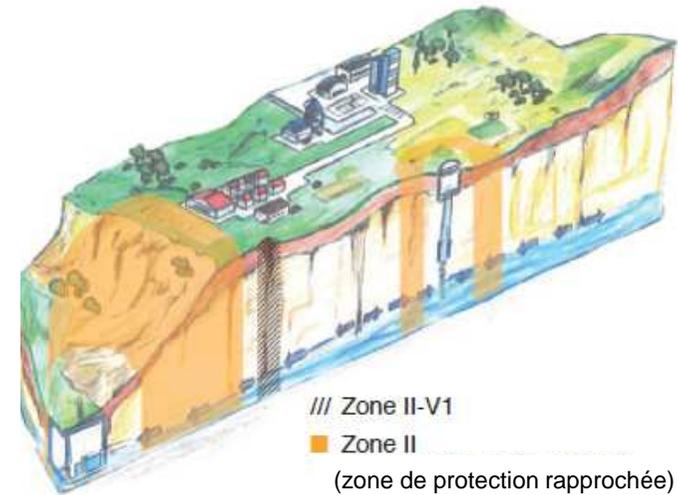
- | | |
|--|--|
|  Ockerkalk, km1 |  Luxemburger Sandstein, li2 |
|  Fossilarme Tone, li4 |  Ppsilonotschichten, li1 |
|  Mergel und Kalke von Strassen, li3 |  Rhät ko1-2 |

3. Les zones de protection



Zone II : « limite 50 jours »: 300-350 m en amont des captages

- Interdiction de nouvelles zones à bâtir, nouvelles constructions ;
- Extensions et transformations substantielles, exploitations soumises à autorisation ;
- Interdiction et restriction d'utilisation de pesticides ;
- Restriction d'utilisation d'engrais minéraux et organiques ;

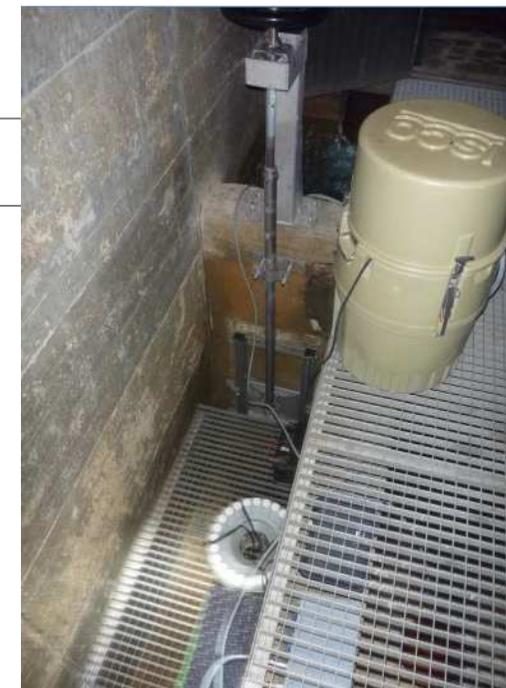


➔ **Mesures plus strictes** si dégradation de la qualité de l'eau



*Injection de naphtionate dans la zone de perte du Schleederbaach
Traçage en amont de Millbech*

*Suivi de la source Millbech
après injection du naphtionate*

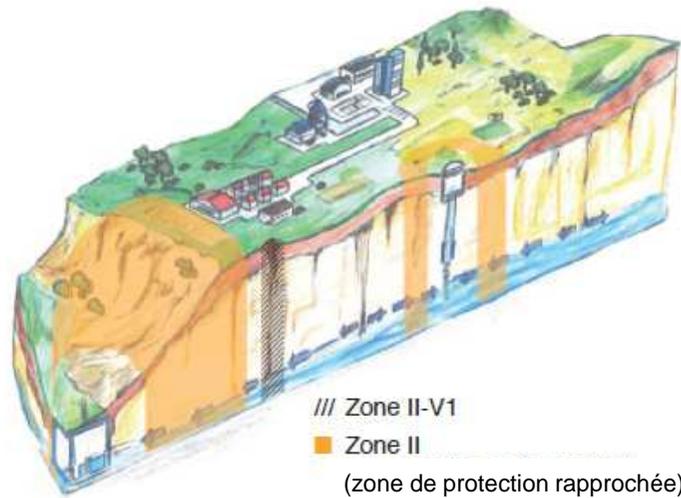


4. Les zones de protection



Zone II-V1 : uniquement captages fortement exposés à des risques de pollution avérés

- Mesures plus restrictives (interdictions)



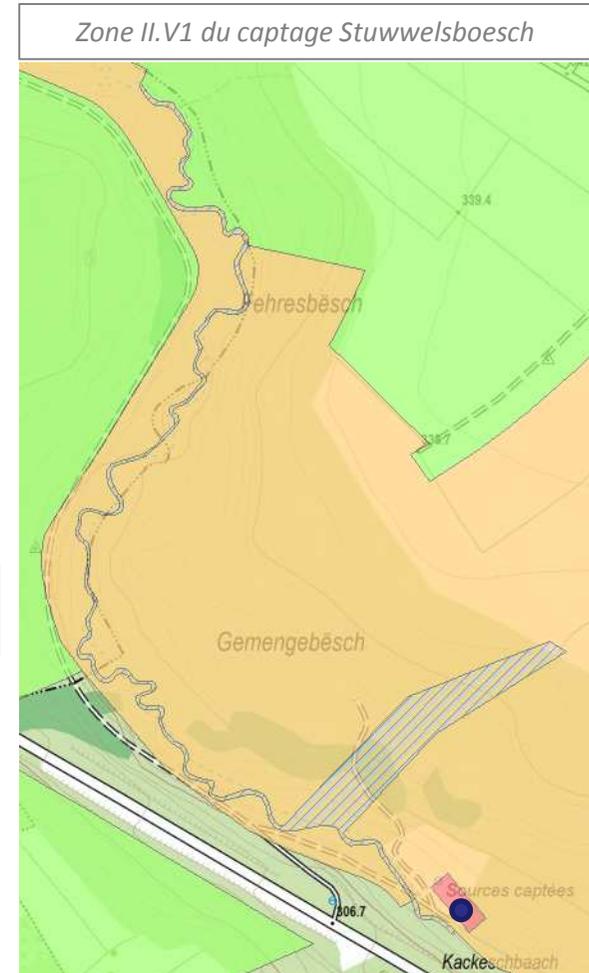
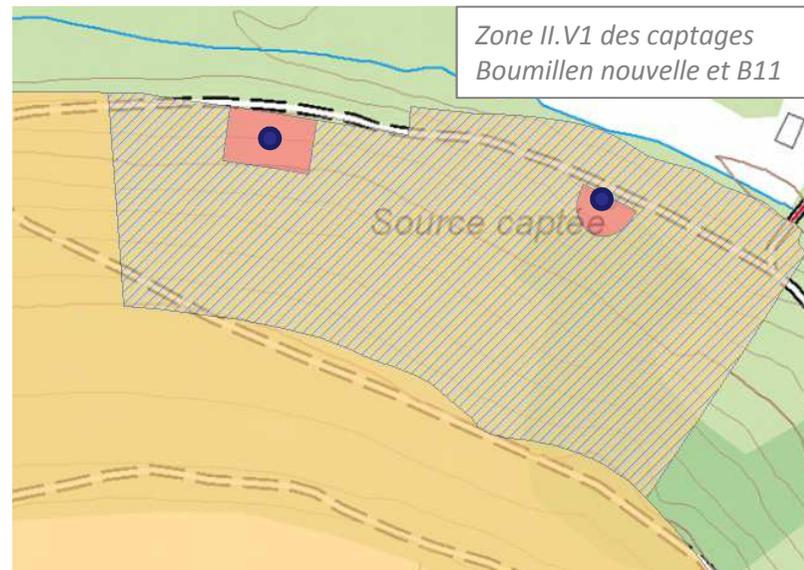
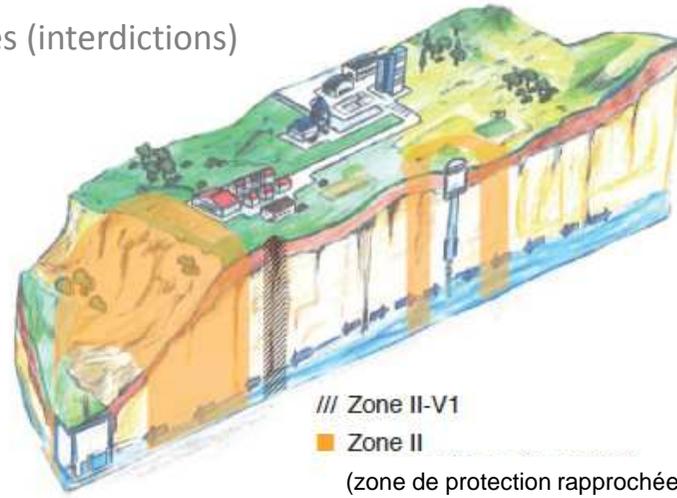
3. Les zones de protection



Zone II-V1 : uniquement captages fortement exposés à des risques de pollution avérés

- Mesures plus restrictives (interdictions)

Zone II.V1 du captage
Trudlerbour

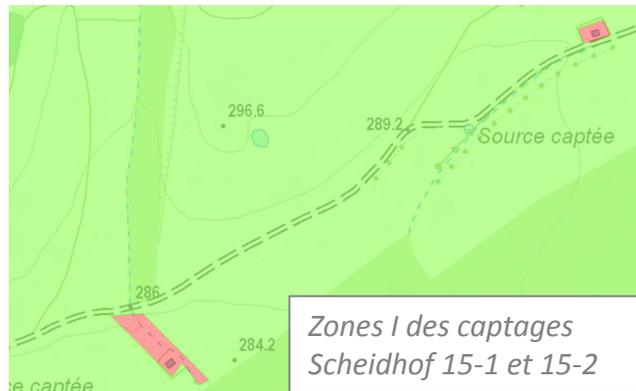
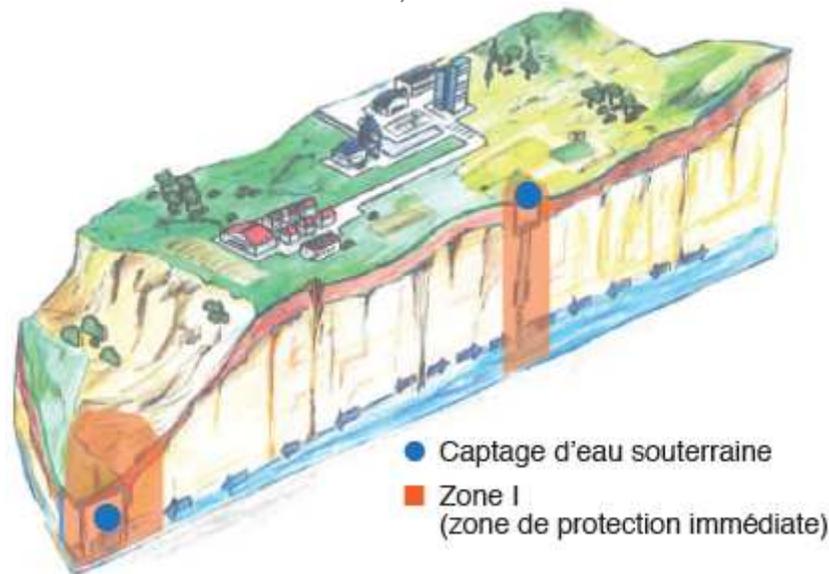


3. Les zones de protection



Zone I : 10-20 mètres en amont du captage

- Accès uniquement pour des travaux d'entretien du captage ;
- Aucune autre activité ;



Zone I du captage Trudlerbour



Zone I du captage Scheidhof 15-2



3. Les zones de protection



Délimitation par parcelles cadastrales

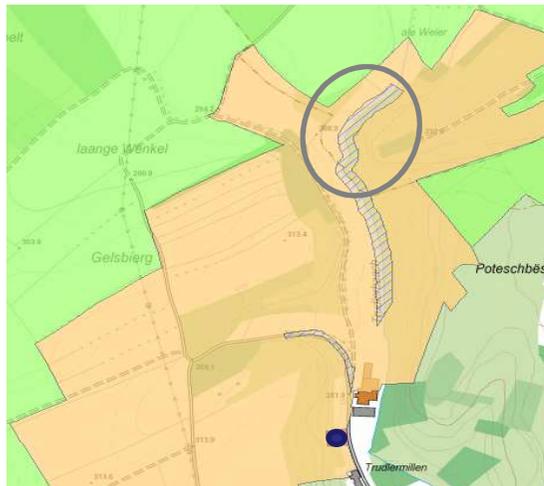
En cas de parcelles « surdimensionnées »: parcelles découpées selon des limites visibles sur le terrain (p.ex. routes, chemins)



1. Schritt:
Ausweisung der Schutzzonen OHNE Berücksichtigung von Katasterparzellen

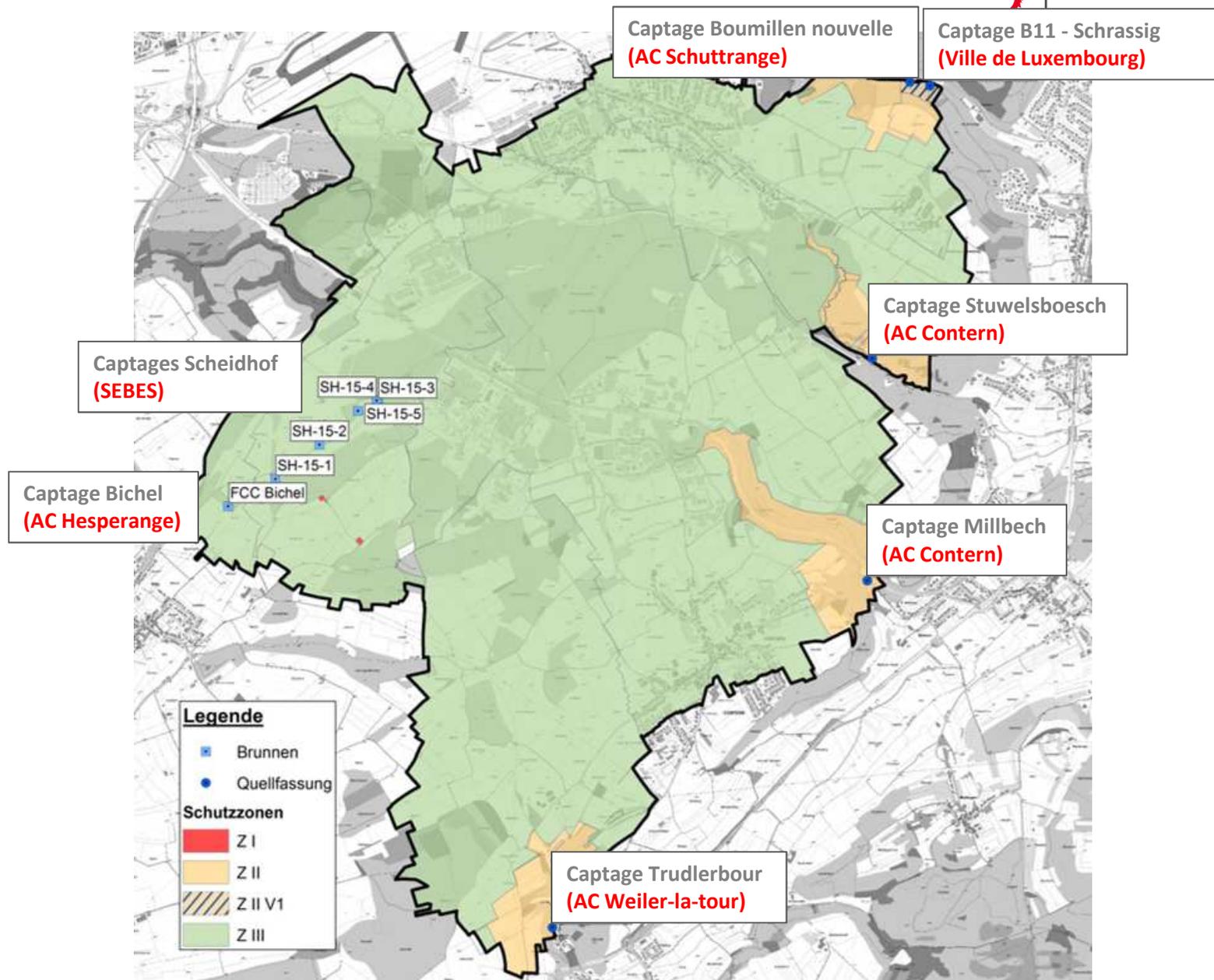


2. Schritt:
Ausweisung der Schutzzonen MIT Berücksichtigung von Katasterparzellen. Bei übergroßen Katasterparzellen
➡ erkennbare Grenzen im Feld (Waldwege, Straßen)



Ajustement pour de grandes parcelles Trudlerbour

3. Les zones de protection



3. Les zones de protection



Les mesures obligatoires :

RGD du 9 juillet 2013 fixant les mesures administratives dans les zones de protection

RGD portant création de zones de protection

MEMORIAL
Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg

MEMORIAL
Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

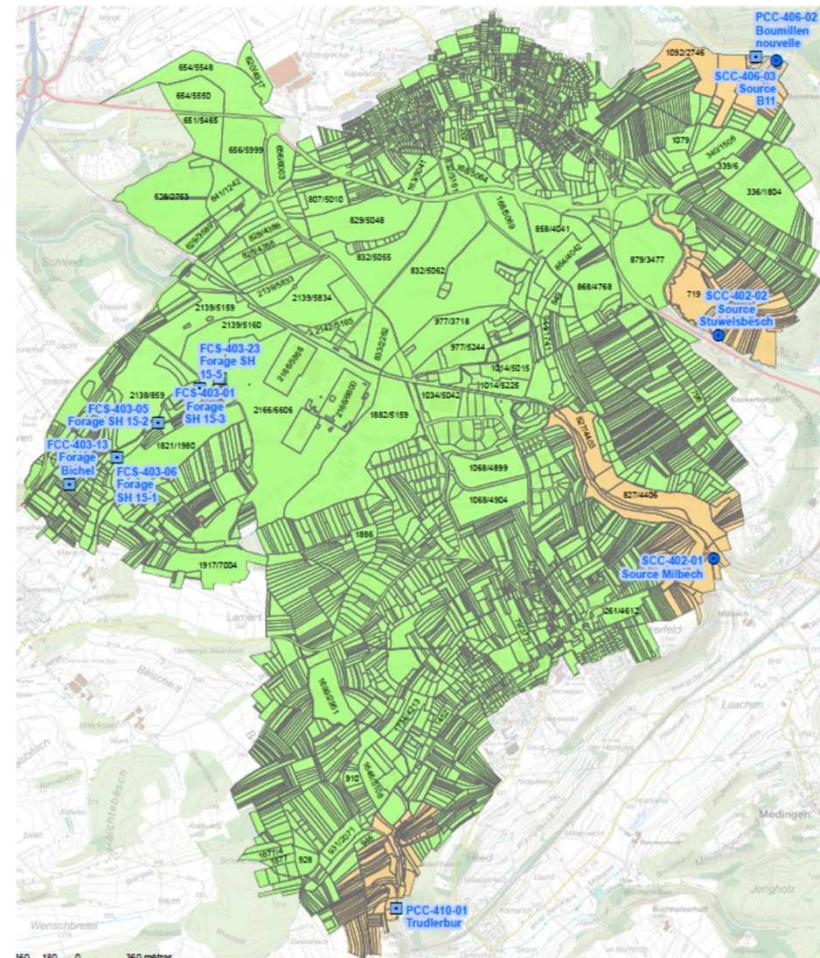
RECUEIL DE LEGISLATION

10 juillet 2013

ANNEXE I

+	autorisé
-	interdit
a	soumis à autorisation conformément à l'article 23 de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau
r	réglementé par les règlements grand-ducaux portant création des zones de protection spécifiques

	Zone II - V1	Zone II	Zone III
1. Industrie et commerce			
1.1 Désignation de nouvelles zones industrielles	-	-	a
1.2 Désignation de nouvelles zones d'activités	-	-	a
1.3 Construction, extension substantielle ² , transformation substantielle ² et exploitation d'installations avec manèment et stockage de produits pouvant altérer la qualité de l'eau ¹	-	-	a
1.4 Construction, extension substantielle ² , transformation substantielle ² et exploitation d'installations industrielles dans lesquelles des produits pouvant altérer la qualité de l'eau sont maniés (p. ex. raffineries, sidérurgie, industrie chimique, centrale énergétique)	-	-	-
1.5 Construction, extension substantielle ² , transformation substantielle ² et exploitation de conduites de transport pour substances pouvant altérer la qualité de l'eau, à l'exception des égouts et des conduites d'eaux usées	-	-	a
1.6 Lubrifiants et huiles de décoffrage	-	-	a



- Mesures valables dans l'ensemble des zones.

- Définition des mesures spécifiques

3. Les zones de protection – mesures obligatoires générales



	Zone II – V1	Zone II	Zone III
1. Industrie et commerce			
1.1 Désignation de nouvelles zones industrielles	-	-	a
1.2 Désignation de nouvelles zones d'activités	-	-	a
1.3 Construction, extension substantielle ² , transformation substantielle ² et exploitation d'installations avec manèment et stockage de produits pouvant altérer la qualité de l'eau ¹	-	-	a
2. Elimination des eaux usées et installation de traitement des eaux usées			
2.1 Installations de traitement d'eaux usées (stations d'épuration, fosses septiques)	-	-	-
2.1.1 Construction	-	-	-
2.1.2 Extension substantielle ² , transformation substantielle ²	-	-	a ³
2.1.3 Exploitation	-	a ³	a ³
2.5 Déversement d'eau de ruissellement en provenance de voiries et de lignes ferroviaires, ainsi que d'eaux de décharges en provenance par exemple de déversoirs et de bassins d'orage dans des eaux de surface	-	a	a
2.6 Infiltration d'eaux de pluie originaires de toitures et de surfaces consolidées à travers un sol recouvert de végétation	-	-	a
2.7 Infiltration d'eaux de pluies directement dans le sous-sol (notamment puits d'infiltration)	-	-	-
4. Urbanisation et trafic			
4.1 Désignation de nouvelles zones à bâtir	-	-	a
4.2 Construction, extension, transformation substantielle et exploitation d'installations avec interventions dans le sous-sol au-dessus de la nappe phréatique	-	-	a
4.3 Construction, extension substantielle ² , transformation substantielle ² et exploitation d'installations avec interventions dans la nappe phréatique	-	-	-
4.6 Installations de chantier, stockage de matériaux et logement pour ouvriers	-	-	a
5. Interventions dans le sous-sol			
5.1 Extraction de matériaux et autres excavations dans et au-dessus la nappe phréatique	-	-	-
5.3 Forages et puits à l'exception de ceux liés à l'approvisionnement public en eau destinée à la consommation humaine	-	-	-
6. Exploitations agricoles, sylvicoles, horticoles			
6.1 Bâtiments agricoles et étables			
6.1.1 Construction	-	-	a
6.1.2 Extension substantielle ² , transformation substantielle ²	-	a	a
6.1.3 Exploitation	a	a	a

Extraits des mesures de l'annexe I du RGD modifié du 9/7/2013 :

+	autorisé
-	interdit
a	soumis à autorisation conformément à l'article 23 de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau
r	réglementé par les règlements grand-ducaux portant création des zones de protection spécifiques

3. Les zones de protection – mesures obligatoires spécifiques



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Les mesures spécifiques (en supplément des mesures du RGD du 9/7/2013)

- **Meilleures techniques de construction** pour les N2, N28, CR159, CR226, CR234, CR234A, ≠ rues ;
- **Interdiction de transport (transit) de substances dangereuses** sur le CR226 et rue du Moulin ;rue de Moutfort, chemin de Moutfort, rue de Contern ;
- **Accès aux chemins agricoles et forestiers limité en zones II et II-V1** et précautions particulières pour les travaux forestiers (ravitaillement, entretien engins) ;

3. Les zones de protection – mesures obligatoires spécifiques



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Les mesures spécifiques (en supplément des mesures du RGD du 9/7/2013)

- **Mise en conformité** des cuves à mazout existantes (souterraines et aériennes) endéans 5 ans et précautions pour l'installation des nouvelles cuves ;
- **Contrôles d'étanchéité** des réseaux de canalisations, fosses septiques, installations de maniement d'engrais liquides et de produits phytopharmaceutiques ;
- Mise en place **d'un réseau de surveillance de l'eau souterraine** (sites potentiellement pollués) ;
- **Possibilité de dérogation** par rapport au RGD du 9/7/2013 pour des installations industrielles, installations traitement/stockage de déchets, forages/puits en fonction de la géologie;

3. Les zones de protection – mesures obligatoires spécifiques



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Les mesures spécifiques – secteur agricole (en + des mesures du RGD du 9/7/2013)

- Limitation de l'apport de fertilisants organiques à **130kgNorg/an/ha** sur les terres arables **en zone III** et sur les prairies et pâturages permanents **en zone II *** ;
- Réduction des fertilisants azotés disponibles à 150Ntot/an/ha pour certaines cultures et pour les prairies et pâturages **en zones II, II V-1 et III*** ;
- **Interdiction de conversion de prairies permanentes en terres arables*** ;
- *** Possibilité de dérogation** sur demande adressée au Ministre ;

4. Programme de mesures



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Etapes de délimitation

Etape 1: Etablissement d'un **dossier de délimitation** comprenant une étude hydrogéologique (approche unique selon Guide Pratique)

Etape 2: Création d'un avant-projet de RGD + soumission pour approbation au Conseil de gouvernement

Etape 3: Projet de RGD soumis pour avis au Conseil d'Etat et aux chambres professionnelles + **Enquête publique**

Etape 4: Création des zones par **Règlement grand-ducal**

Etape 5: Elaboration et mise en œuvre des **programmes de mesures**
(**à établir par le fournisseur d'eau potable**)



- **administrative Maßnahmen**
 - gesetzliche Regelungen, Genehmigungen

- **verpflichtende Maßnahmen**
 - Maßnahmen zur Umsetzung von gesetzlichen Vorgaben

- **freiwillige Maßnahmen**

- **begleitende Maßnahmen**
(Monitoring, Erfolgskontrolle)

Règlement
grand-ducal

Maßnahmen=
programm

4. Programmes de mesures



Beispiele von freiwillige Maßnahmen:

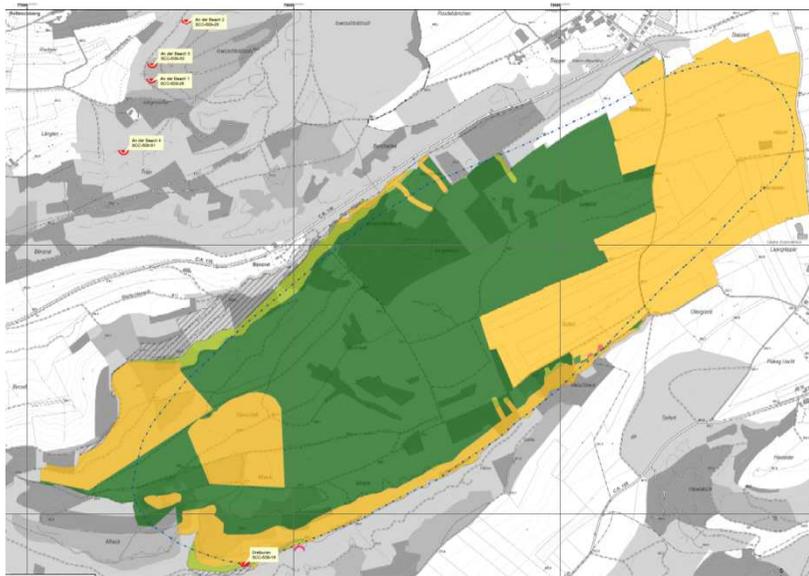
- Maßnahmen welche restriktiver als obligatorische Maßnahmen sind;
 - ✧ Verzicht auf Pflanzenschutzmittel;
 - ✧ Extensive Kulturen;
 - ✧ Wasserschonende Energieversorgung.
- “Vorgezogene” Maßnahmen:
 - ✧ Règlement grand-ducal/ Genehmigungen garantieren Bestandschutz (zb 5 Jahre);
 - ✧ Betreiber beschliesst Instandsetzung Infrastruktur < 5 Jahre;
 - ✧ Beispiel: Lagerung von wassergefährdenden Substanzen (Heizöltanks, Silos,...)
- Landwirtschaftliche Kooperationen;
- Koordination und Umsetzung von Maßnahmen;
- ...

4. Programme de mesures



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

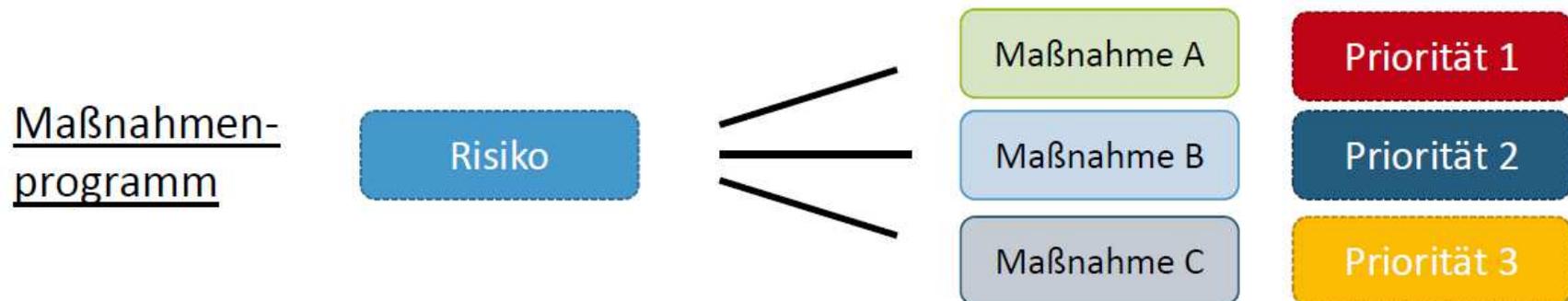
Maßnahmenpriorisierung und -auswahl ;



Nr.	Nutzung	WSZ	Maßnahme	Priorität
1	Forst	I	Neuvermessung und Ankauf der Fläche durch die Stadt Ettelbrück	1
2	Forst	I	Kontrolle der Schutzzone, ggf. Entfernung von tiefwurzelnden Pflanzen, Auffüllen von Erdsenken mit geeignetem Bodenmaterial, dauerhafte Begrünung mit Gras	1
3	Forst	I	Umzäunung	1
4	Forst	II	Überprüfung des Einsatzes von Pestiziden	1
5	Alle	I, II, III	Beschilderung Wasserschutzgebiet	1
6	Acker	III	Aufnahme einer landwirtschaftlichen Beratung	2
7	Grünland	III	Aufnahme einer landwirtschaftlichen Beratung	2
8	Forst	II	<ul style="list-style-type: none"> ○ Kontrolle, ggf. Entfernung von Wildfutterplätzen. ○ Kontrolle, ggf. Entfernung von Holzlagerplätzen. ○ Abschließende Aufforstung der Flächen mit Windbruch und Kahlschlag 	2
9	Quelle		Regelmäßige Kontrolle der Pestizidkonzentrationen (min. alle 3 Monate)	1 – 3



- Prioritäten (angestrebte Umsetzungszeiträume) für Maßnahmen
 - Priorität 1: kurzfristig 1 bis 3 Jahre nach Inkrafttreten Règlement grand-ducal
 - Priorität 2: 3 bis 5 Jahre)
 - Priorität 3: mehr als 5 bis 10 Jahre Jahre



4. Programme de mesures



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Développement durable
et des Infrastructures
Administration de la gestion de l'eau

FÖRDERFIBEL

zur Finanzierung von Maßnahmen
zum Schutz und zur Verbesserung
der Grund- und Rohwasserqualität
in Wasserschutzgebieten im
Großherzogtum Luxemburg aus
Mitteln des FGE

Vorentwurf
Februar 2017

ADMINISTRATION DE LA GESTION DE L'EAU

Arbeitshilfe: Förderfibel und Maßnahmenkatalog

- Finanzielle Unterstützung aus dem Fonds pour la gestion de l'eau (FGE);
- Trinkwasserversorger ist Empfänger der finanziellen Unterstützung FGE;
- Kriterien zur Ausbezahlung der Fördergelder FGE;
- Verweis auf andere Fördergelder (keine Doppelfinanzierung)
- Regionale Zusammenarbeit

4. Programme de mesures



Beispiel landwirtschaftlichen Maßnahmen

- **Kooperationen mit dem Trinkwasserversorgern;**
- **Betriebliche Beratung**
 - Beratungsmodule
- **Flächendeckende Maßnahmen;**
 - Agrar Umweltprogramme
- **Flächenspezifische Maßnahmen**
 - Flächentausch; Flächenankauf
- **Infrastrukturelle Maßnahmen;**
 - Investitionsbeihilfen
- **Aufbau von neuen Absatzwegen:**
 - Sensibilisierung alternative Produkte
 - Öffentlichkeitsarbeit
 - Kohärente Absatzpolitik (Produktion → Verkauf)
 - Nachhaltige Absatzwege (langfristig gewinnbringend)
- **Anschaffung gemeinschaftlichen Gerätschaft zur Förderung wasserschonender Kulturen und Bewirtschaftungsverfahren**



➤ Kooperation Trinkwasserversorger & Landwirt

- ✧ Auswahl und Umsetzung **zielorientierter Maßnahmen** Zusammenfassung aller anwendbaren Maßnahmen in einem Katalog (Förderfibel)
(kein «**Gießkannenprinzip**»!)
- ✧ Kostenneutrale Inanspruchnahme einer **lw. Fachberatung**
- ✧ **Prioritäre Umsetzung** der Maßnahmen bei Quellen mit hohen Gehalten an Nitraten und/oder Wirkstoffen/Metaboliten

➔ **Maximale Information & Beratung** der Landwirte

- ✧ betriebsgerechte Kombination von zielorientierten Massnahmen,
- ✧ Analyse der Betriebsstruktur zur Abschätzung der Folgewirkung der Schutzgebiete.
(**integrierte Beratung**)



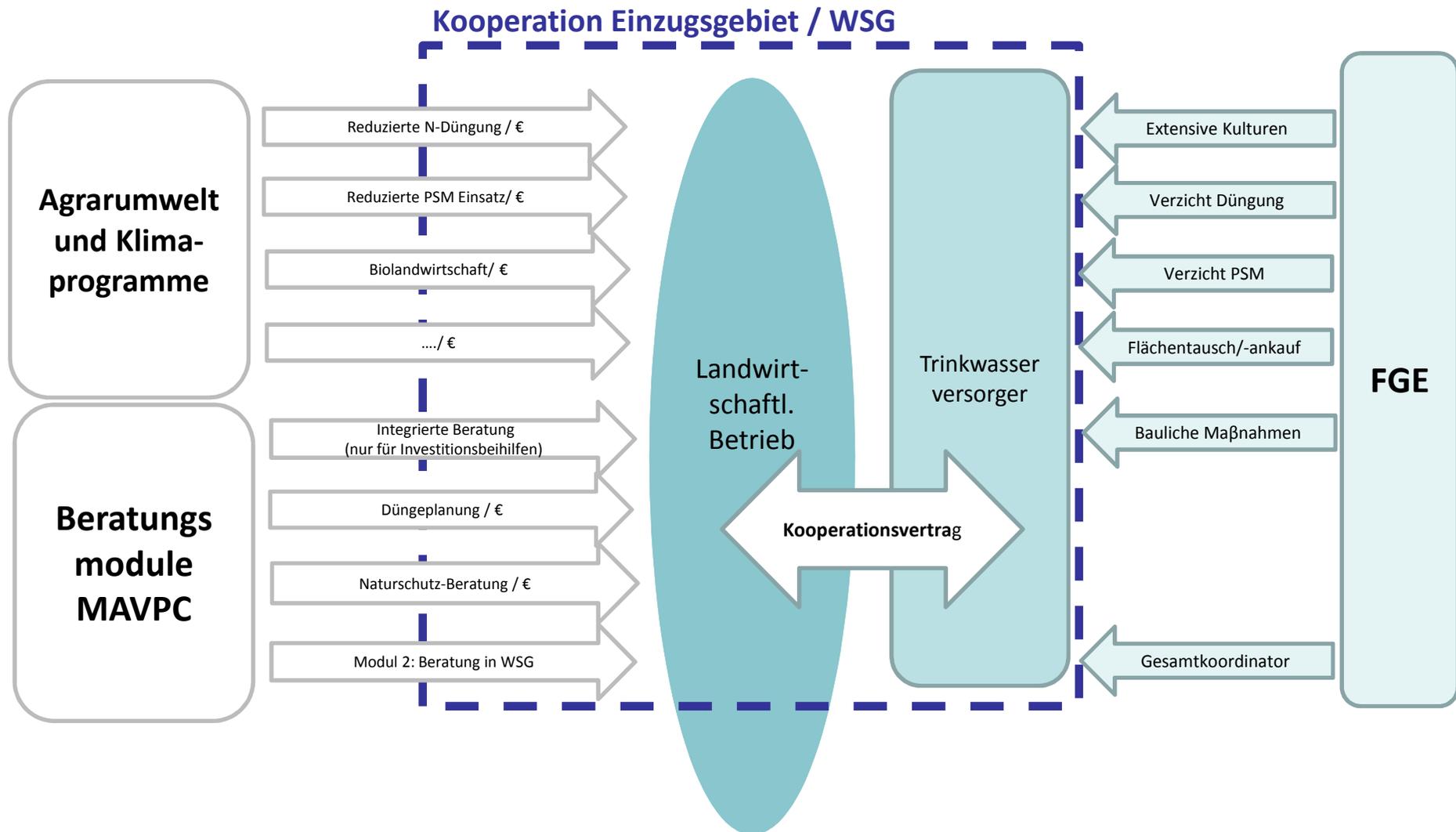
➤ Kooperation Trinkwasserversorger & Landwirt

- ✧ **Vertragliche Zusammenarbeit (Beitrittserklärung)** zwischen Landwirtschaft und Wasserversorger
- ✧ **Kooperationsorganisation** (Vorstand, Begleitausschuss, Mitglieder, Koordinator...)
- ✧ Mittel- und langfristige **Zielformulierung** der Kooperationsarbeit
- ✧ Erstellung einer **IST-situation** (Wasserdaten, Landnutzungsdaten, bereits umgesetzte Maßnahmen,...)
- ✧ **Prioritätenformulierung**
- ✧ Aufstellen eines **regionalen Maßnahmenkataloges**
- ✧ **Mustervertrag** erstellt durch Administration de la gestion de l'eau
- ✧ **Leitlinien** festgelegt durch Administration de la gestion de l'eau (Fördergelder)

4. Programme de mesures



➤ Kooperation Trinkwasserversorger & Landwirt



Contacts



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

The screenshot displays the Geoportal Luxembourg website. The browser address bar shows the URL: `map.geoportal.lu/?theme=eau&version=3&zoom=13&X=691822&Y=6379200&lang=de&layers=664-629&capacities=1-1&bgLayer=topogr_global`. The page features a search bar with the text "Suche Adressen, Parzellen, Layer...".

The main content area is a map of Luxembourg, centered on the city of Luxembourg. The map is overlaid with various colored lines and polygons representing different water protection zones. A legend on the left side of the map, titled "LAYER", lists the following categories:

- Hintergrundkarte (Background map) - Topographische Karte
- MEINE LAYER (2) (My layers)
- KATALOG (Catalog)
- THEMA WASSER (Water theme) - WASSER (Water)
- BASISDATEN (Basic data)
- MESSSTATIONEN (Measurement stations)
- HYDROGRAFIE (Hydrography)
- GRUNDWASSER (Groundwater)
- TRINKWASSER (Drinking water)
- TRINKWASSER-SCHUTZZONEN (ZPS) (Drinking water protection zones)
- SCHUTZGEBIETE (Protection areas)
- GEWASSERSCHUTZ (Water protection)
- HÖCHSTWASSERRISIKOMANAGEMENT-RICHTLINIE (HWRM-RL) (High water risk management directive)
- WASSERRAHMENRICHTLINIE (WRRL) (Water framework directive)
- NITRATRICHTLINIE (Nitrate directive)
- PLAN IM FALL EINER TROCKENHEIT (Plan in the event of a drought)

The map shows various towns and regions, including BÉELDANGE, HEINZANGE, SENNINGERBERG, NIEDERANVEN, SCHUTTRANGE, SANDWEILER, LUXEMBOURG, GROPP, HAMM, HESPERANGE, and STADTBREI. The map also shows major roads, rivers, and the airport of Luxembourg.

At the bottom of the page, there are navigation icons for "LAYER", "NAVIGATOR", "MEINE", and "LEGENDEN". There are also icons for "ZEICHNEN" (Draw), "MESSEN" (Measure), "DRUCKEN" (Print), and "TEILEN" (Share). At the bottom right, there are links for "FEEDBACK", "ÜBER UNS" (About us), "HILFE" (Help), "KONTAKT" (Contact), and "LEGALES" (Legal).

Contacts



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Ministère du Développement durable et des Infrastructures

Administration de la gestion de l'eau

Division des eaux souterraines et des eaux potables

1, avenue du Rock'n'Roll . L – 4361 Esch-sur-Alzette

Tél. (+352) 24 556 500 . FAX (+352) 24 556 7500

E-mail : potable@eau.etat.lu



Zones de protection des eaux souterraines destinées à la consommation humaine

Perspectives sur la mise en place
de catalogues de mesures en ZPS

Carole Dieschbourg
Ministre de l'Environnement

Réunion d'information du public
Oetrange
04.07.2017



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Développement durable
et des Infrastructures

Département de l'environnement



1) Enquête publique 13 projets de règlements grand-ducaux

- Dépôt des dossiers pendant 30 jours à la maison communale;
- Eventuelles objections au projet à adresser au conseil communal;
- Avis Conseil Communal à transmettre à la Ministre pour évaluation;
- Avis demandés au Conseil d'Etat et aux chambres professionnelles.



1) Régime d'aide aux parcelles agricoles situées dans les zones de protection concernées

- Selon document PDR14-20 (version du 29-06-2015) publié sur le site du Ministère d'agriculture, de viticulture et de protection des consommateurs
 - ✧ Zone II-V1: 275 euros/hectare
 - ✧ Cultures arables: 120 euros/hectare
 - ✧ Prairies permanentes: 80euros/hectare

AP règlement grand-ducal en phase de finalisation

Régime d'aide indépendamment de mesures volontaires



2) Mesures volontaires

➤ Modification de la loi relative à l'eau

➔ soutien de mesures agricoles par le Fonds pour la gestion de l'eau (FGE)

« la prise en charge jusqu'à 75% des coûts liés à l'élaboration et la mise en œuvre des programmes de mesures visant à protéger les ressources d'eau destinées à la consommation humaine conformément aux dispositions des articles 44 et 45 ».

➤ Publication d'une ligne directrice (« Förderfibel ») en automne 2017

❖ Catalogue des mesures éligibles à un financement par le FGE

Coût cumulé des mesures dans les zones de protection (ZPS) estimé à **8 millions euros/an** ;

Coopération LAKU: **452 .000euros** par FGE (2017)

Mesures agricoles (dérogation) ZPS **Syndicat du Sud (SES): 60.000 euros/an (2017)**

❖ Mesures agricoles et non-agricoles;

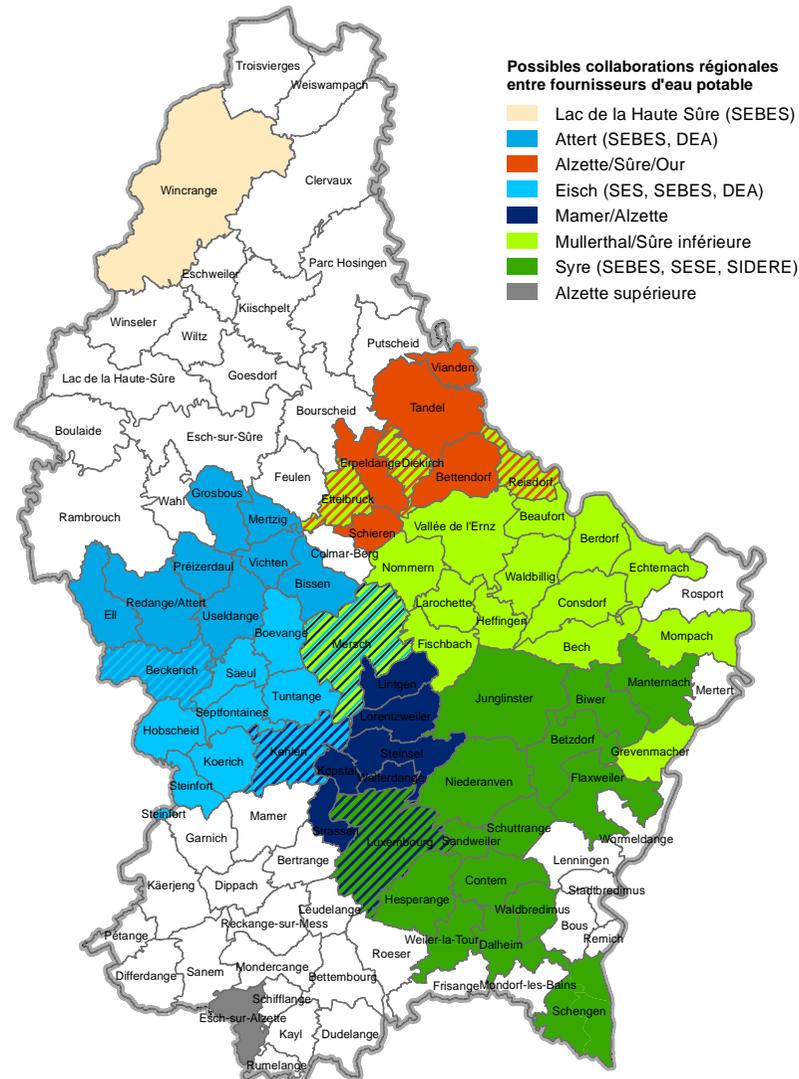
❖ Redistribution régionale des montants collectés par la taxe de prélèvement;

❖ Mesures issues d'autres fonds (mesures agro-environnementales, fonds « Klima »,...)

Lignes directrices (« Fördefibel »)



- Collaboration régionale entre fournisseurs d'eau et les communes territorialement concernées, suivi par l'Administration de la gestion de l'eau





➤ **Collaboration régionale entre fournisseurs d'eau et les communes territorialement concernées, suivi par l'Administration de la gestion de l'eau:**

➔ **Partenariats pour des mesures volontaires au niveau régional:**

- ✧ Coopérations agricoles entre fournisseurs d'eau potable et agriculteurs;
- ✧ Elaboration et mise en place de mesures (p.ex. acquisition de machines agricoles);
- ✧ Coordination des mesures;
- ✧ Suivi, rapportage et évaluation;
- ✧ Campagnes d'information et de sensibilisation
- ✧ ...



- **Collaboration régionale entre fournisseurs d'eau et les communes territorialement concernées, suivi par l'Administration de la gestion de l'eau:**
 - ➔ **Mesures à cibler pour une amélioration/préservation de la qualité de l'eau:**
 - ✧ Comité de suivi comprenant les signataires de la collaboration et toute autre instance concernée;
 - ✧ Identification de l'état initial, monitoring et évaluation;
 - ✧ Evaluation par l'**Administration de la gestion de l'eau** /MDDI notamment en vue du soutien financier par le Fonds pour la gestion de l'eau



Les démarches pour la mise en place:

- ✧ **Partenariats** fournisseurs **eau potable/communes territorialement concernées;**
- ✧ **Coopérations agricoles** entre fournisseurs d'eau potable et agriculteurs;

sont possibles dès à présent, avant l'entrée en vigueur des règlements grand-ducaux.

MERCI FIR AEREN INTERESSI !



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

